

Tunis, le 28 /11/2019

## Note N°24

**Objet :** Changement intervenant dans la composition du conseil d'administration ou du comité directeur des institutions de microfinance et nomination d'un nouveau dirigeant.

Vu décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance tel que modifié par la loi n° 2014-46 du 24 juillet 2014, et notamment son article 12,

Vu décret n° 2012-2128 du 28 septembre 2012, fixant les modalités de fonctionnement de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance,

Vu l'arrêté du Ministre des Finances du 22 janvier 2013, relatif aux procédures d'octroi des agréments aux institutions de microfinance, et leur évolution institutionnelle tel que modifié par l'arrêté du Ministre des Finances du 19 août 2013,

Vu la note n°17 du 22 mai 2017 ayant pour objet changement intervenant dans la composition du conseil d'administration ou du comité directeur des institutions de microfinance et nomination d'un nouveau dirigeant,

Vu les délibérations du conseil d'administration de l'ACM du 28 novembre 2019,

Porte à la connaissance des institutions de microfinance ce qui suit :

**A- Est rajouté à la partie introductive de la note ACM n°17 du 22 mai 2017 un paragraphe comme suit :**

- L'article 195 du code des sociétés commerciales dispose notamment « En cas de vacance d'un poste au conseil d'administration, suite à un décès, une incapacité physique, une démission ou à la survenance d'une incapacité juridique, le conseil d'administration peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire. »

**B- Est rajoutée à la note n°17 du 22 mai 2017 une cinquième section « V » comme suit :**

**V. Désignation de nouveaux membres du conseil d'administration ou du comité directeur et nomination de nouveaux dirigeants à titre provisoire :**

Les désignations de nouveaux membres du conseil d'administration ou du comité directeur et les nominations de nouveaux dirigeants à titre provisoire obéissent aux mêmes procédures et principes d'instruction tels que précisés par la présente note.

Le Directeur Général de  
L'Autorité de Contrôle de la  
Microfinance



Mahmoud Montassar MANSOUR